ADEF – Association des Etudes foncières – Assises Nationales du Foncier 2013
Modalités de versement de la subvention communautaire
Convention

Entre

L'Association des Etudes Foncières, ADEF, dont le siège est situé 7 avenue de la République 75011 Paris, représentée par son Président Marc Kaszynski, dûment habilité aux fins des présentes.

ET

La Communauté urbaine de Bordeaux, dont le siège est situé Esplanade Charles de Gaulle 33076 Bordeaux cedex, représentée par son Vice-Président, Jean Touzeau délégué à l'Urbanisme (politique de la Ville) dûment habilité aux fins des présentes en vertu de l'arrêté communautaire n° 2010/2306 du 21 décembre 2010 et de la délibération du Conseil de communauté en date du 13 juillet 2012,

ci-après dénommée « La Communauté »

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Préambule

L'ADEF a été créée le 15 avril 1981. Elle est régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.

Elle a pour objet :

dans le domaine du foncier, de l'immobilier, de l'environnement et de l'urbanisme, cette association a pour but de favoriser le développement des travaux, des recherches et d'aider à la diffusion d'études et d'information existantes, de réaliser de nouvelles études d'organiser des formations, de faciliter les échanges sur ces thèmes.

Article 1 – Objet de la convention

L'ADEF organise les 2^{ème} assises nationales du foncier en 2013 et sollicite la Communauté urbaine de Bordeaux de participer financièrement pour l'organisation de cette manifestation.

Ce projet s'inscrit pleinement dans les objectifs d'aménagement et de développement de notre territoire communautaire et plus précisément sur ce qu'il contribue et aide à la réflexion et aux approches de la question foncière pour y parvenir.

Article 2 – Montant de la subvention et budget prévisionnel

Le montant de la subvention communautaire attribuée à l'association ADEF pour l'organisation des 2^{ème} assises nationales du foncier s'élève à 60 000 euros TTC, le coût prévisionnel global est estimé à 602 748,12 euros TTC.

La subvention communautaire ne pourra pas être réévaluée à la hausse. Au contraire, si le montant du budget définitif s'avérait inférieur au budget prévisionnel, la subvention sera réduite au prorata des dépenses effectivement réalisées.

Le Tableau ci-après précise les dépenses et les recettes correspondantes :

Budget prévisionnel Assises Nationales du Foncier 2013

DEPENSES	MONTANT TTC	RECETTES	MONTANT TTC
60 – Achats	47 265,92	70 – Ventes de produits finis, prestations de services	315 708,12
Achats d'études et prestations de service	44 395,52	Marchandises	
Achats non stockés de matières et fournitures		Prestations de services	315 708,12
Fournitures non stockables (eau, énergie)		Produits des activités annexes	
Fournitures d'entretien et de petit matériel	2 870,40	74 – Subventions	257 140
Fournitures administratives		Etat	
Autres fournitures		Région	47 840
61 – Services extérieurs	90 110,64	Département	47 840
Sous traitance générale		CuB	60 000
Locations mobilières et immobilières	90 110,64	Autres EPCI	
Entretien et réparation		Commune(s)	
Assurances		Organismes sociaux	
Documentation		Fonds européens	
Divers		CNASEA (emplois aidés)	
62 – Autres services extérieurs	190 437,47	Autres (précisez) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	79 699,05	CDC EPFL Pays basques	35 880 17 940
Publicité, publications	10 046,40	75 – Autres produits de gestion courante	
Déplacements, missions et réceptions	100 692,02	Cotisations	
Frais postaux et de télécommunication		Autres	
Services bancaires		76 – Produits financiers	
Divers		77 – Produits exceptionnels	
63 – Impôts et taxes		78 – Reprise sur amortissements et provisions	
Impôts et taxes sur rémunérations		79 – Transfert de charges	
Autres impôts et taxes			
64 – Charges de personnel	245 034,09		
Rémunérations du personnel	122 517,04		
Charges sociales	122 517,04		
Autres charges de personnel			
65 – Autres charges de gestion courante			
66 – Charges financières			
67 – Charges exceptionnelles			
68 – Dotation aux amortissements provisions et engagements			
86 – Emploi des contributions volontaires en nature	29 900		29 900
TOTAL DES CHARGES	602 748,12	TOTAL DES PRODUITS	555 108,12
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite des biens et prestations			
Personnel bénévole			

Article 3 – Modalités financières

L'association s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable des associations règlement n° 99/01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable.

Article 4 – Conditions d'utilisation de la subvention allouée

Toute contribution inutilisée ou utilisée non conformément à son objet devra être remboursée.

L'association s'interdit, en outre, de reverser tout ou partie de la subvention précitée à d'autres associations, sociétés ou collectivités.

Article 5 – Modalités de versement de la subvention

La Communauté se libérera de sa participation par :

un 1^{er} acompte de 80 % de la subvention soit la somme de 48 000 euros TTC, à la notification de la convention.

le solde de 20 % de la subvention, soit la somme de 12 000 euros TTC à la réception des documents suivants :

- les bilan, comptes de résultat et annexes détaillés, certifiés conformes par le président de l'Association ou par un Commissaire aux comptes pour les associations soumise à l'obligation de désigner au Commissaire au comptes,
- le compte rendu financier de l'action conformément à l'arrêté du Premier Ministre du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévue par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (voir annexe 1),
- une note de commentaires sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation de l'action ainsi qu'un tableau de répartition entre le budget principal et le compte rendu financier des charges communes indiquant les critères utilisés à cet effet,
- une information qualitative décrivant notamment la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet,
- une information sur les retombées économiques du projet (voir annexe2),
- les copies des décisions des aides obtenues auprès des autres partenaires publics (délibérations ...).

Article 6 – Contrôle et évaluation des résultats

Le Président de l'association ou son représentant s'engage :

à venir présenter, sur simple demande de la Communauté urbaine, au référent de la Direction du Foncier et devant les membres des Commissions compétentes, le bilan de l'action réalisée ainsi que le bilan financier de l'action,

- à faciliter le contrôle par les services de la Communauté, de la réalisation de l'action, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables de l'association,
- à faire connaître à la Communauté, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction et transmettre à la Cub ses statuts actualisés.
- une information qualitative décrivant notamment la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet.
- une information sur les retombées économiques du projet
- les copies des décisions des aides obtenues auprès des autres partenaires publics.

Article 7 – Clause de publicité

L'association s'engage à mentionner le soutien apporté par la Communauté sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique qui pourrait être organisée par ses soins.

Elle s'engage, par ailleurs, à ce que les relations qu'elle pourra développer en direction de partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de la Communauté ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que la Communauté apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

Article 8 - Durée de la convention

La présente convention prendra fin de plein droit au paiement du solde de la subvention.

Article 9 - Condition de résiliation

les pièces justificatives, exigées à l'article 5, pour le versement de la subvention, devront être produites dans un délai maximum de 12 mois à compter de la date de la fin du partenariat défini dans cette convention.

A défaut, l'association sera réputée renoncer à percevoir la subvention communautaire.

Article 10 – Contentieux

Les litiges pouvant naître de l'exécution de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à Bordeaux, en cinq exemplaires, le :

Pour l'association ADEF

**Pour la Communauté
par délégation,**

**Le Président
Marc Kaszynski**

**Le Vice-Président
Jean Touzeau**